

Sarkozy battu ; Hollande, candidat présenté par le PS, élu, il faut combattre :

- **Pour une majorité de députés PS-PCF-PG à l'Assemblée Nationale**
- **Pour un gouvernement du PS et du PCF sans représentants des partis bourgeois**
- **Pour que les dirigeants syndicaux rompent le « dialogue social » avec le MEDEF ! Aucun licenciement ! Aucune discussion sur les plans de licenciements ! À bas les accords compétitivité-emploi !**
- **Pour l'abrogation de toutes les contre-réformes du gouvernement Sarkozy-Fillon**
- **Pour un gouvernement qui satisfasse les revendications et pour cela s'engage sur la voie de la rupture avec le capital, en commençant par refuser de payer la dette et par exproprier les grandes banques**

Défaite de Sarkozy, défaite de la bourgeoisie

Le résultat est net : Sarkozy, en perdant plus de 2 millions de voix par rapport au second tour de 2007 alors que Hollande en obtenait 1,2 million de plus que n'en avait obtenu Royal, a été défait. Il était le candidat du capital financier et du MEDEF, le candidat de la réaction en France et en Europe. Sa défaite est donc une défaite de la bourgeoisie française.

D'autant que l'opposition du vote Sarkozy et du vote Hollande est clairement une opposition de classe. Dans les quartiers ouvriers et populaires, le vote Hollande frôle ou dépasse les 70% des votants, dépasse les 50% des inscrits. A l'opposé, le vote Sarkozy c'est le vote des beaux quartiers, celui des nantis et des rentiers.

Mais la bourgeoisie ne va pas renoncer. Elle a su dans le passé, en 1981, en 1988, surmonter sans dommage pour ses propres intérêts ses défaites électorales. Pour ce faire, elle entend prendre appui sur le fait que le programme de Hollande est un programme qui lui donne toute garantie, et ce en opposition totale avec les aspirations qu'ont cherchées à exprimer les travailleurs et la jeunesse à travers leur vote pour le candidat du PS.

Parisot, présidente du MEDEF, fixe le cap

Tel est le sens des déclarations de Parisot. Elle qui jugeait avant les élections « *extraordinaire* » le bilan de Sarkozy déclare : « *...l'approche de François Hollande sur le dialogue social correspond très largement à nos vues* ». Et elle précise les objectifs d'un tel dialogue : « *alléger les charges sociales qui pèsent sur les entreprises, travailler à des transferts sur la CSG et la fiscalité écologique... une large réforme des retraites en 2013.* » « *Nous devons maintenant progresser dans le respect de nos calendriers tout en passant à un rythme plus soutenu* ».

Qu'y a-t-il dans le calendrier de Parisot ? Il faut liquider les cotisations sociales, qui constituent un salaire différé. Il faut liquider tout droit collectif à la retraite par une réforme « systémique » (défendue par Chérèque) qui fait dépendre le montant de la retraite de « points » accumulés par le travailleur. La valeur du point dépendra de la « croissance », c'est-à-dire de l'état de l'économie capitaliste. Voilà ce que Parisot invite gouvernement et directions syndicales à adopter de manière accélérée au nom de la « compétitivité » des entreprises.

Des plans de licenciements en rafale négociés avec les directions syndicales

Les travailleurs savent ce que cela veut dire : c'est au nom de la « compétitivité » d'Air France que la direction de celle-ci prévoit un plan de 2500 à 5000 suppressions de postes qu'elle négocie « *jour et nuit* » (*Le Monde* du 10 mai) avec les dirigeants syndicaux. C'est au nom de la même « compétitivité » que doit fermer *General Motors* à Strasbourg (cette entreprise va par ailleurs implanter une usine en Grande-Bretagne où les salaires sont plus misérables encore et les cadeaux gouvernementaux plus royaux), qu'est menacé de fermeture PSA Aulnay, que pèse sur les employés de Carrefour la menace d'un plan de milliers de licenciements, etc.

Ce sont ces plans qui doivent être mis en place à un « *rythme plus soutenu* », en même temps que ce qui reste du code du travail doit être mis en pièces via les accords « *compétitivité-emploi* ».

La première responsabilité des directions syndicales est de se prononcer pour : aucun licenciement ! et donc de refuser toute négociation sur les « plans sociaux » qui visent à les mettre en œuvre.

L'approfondissement de la crise du capitalisme exige l'accélération des attaques anti-ouvrières

Faire porter tout le poids de la faillite du système capitaliste – auquel il faut rajouter le poids de la faiblesse propre du capitalisme français – sur le dos du prolétariat : tel est le but de Parisot, qu'elle entend faire partager au gouvernement et aux directions syndicales puisque, selon elle, « *nous sommes tous dans le même bateau* ».

Or la crise est en train de franchir un nouveau palier. La récession est quasi générale en Europe. La zone euro est au bord de l'explosion. La sortie de la Grèce est à l'ordre du jour. L'Espagne ne va pas mieux. Les banques y ont près de 200 milliards d'« actifs pourris » : résultats des prêts de gangsters consentis à des promoteurs immobiliers, qui ne l'étaient pas moins, désormais insolubles. La nationalisation de Bankia (pour la sauver de la faillite) coûtera immédiatement au prolétariat d'Espagne 23 milliards, soit plus du double du montant des restrictions budgétaires barbares sur la santé et l'éducation décidées par le gouvernement Rajoy. En conséquence, le capital financier exige de nouvelles coupes budgétaires, plus violentes encore que celles contenues dans le sinistre « mémorandum » grec.

Un écran de fumée est dressé devant les yeux du prolétariat : il y aurait les partisans de la « rigueur » opposés à ceux de la « croissance ». Mais la « croissance » doit être retrouvée par davantage de « compétitivité », dit Draghi, président de la BCE. Donc « croissance » et « rigueur » sont les deux faces de la même médaille. Dans tous les cas, il s'agit de baisser le « coût du travail », donc de baisser les salaires, de mettre en œuvre les plans de licenciements, de porter les plus violentes attaques à la santé publique, aux retraites, à l'École, etc.

Le prolétariat et la jeunesse tentent de se dresser contre l'avenir de déchéance que leur promet le capitalisme

Les travailleurs et la jeunesse manifestent clairement leur volonté de combattre contre la misère et la précarité qui est le seul avenir que leur offre le capitalisme en putréfaction.

C'est le sens du vote massif des travailleurs et jeunes pour Hollande en France. C'est le sens du vote des travailleurs de Rhénanie du Nord – Westphalie (un quart de la population allemande) –, en Allemagne, infligeant une retentissante défaite à Merkel et à son CDU en assurant une progression au Parti social-démocrate.

C'est aussi le sens du vote des travailleurs grecs. Le parti bourgeois grec (Nouvelle démocratie) a subi une défaite. Dans le même temps, une partie des voix des travailleurs grecs s'est déplacée du PASOK (parti socialiste grec, qui a perdu 72,5% de ses électeurs pour avoir mis en œuvre au gouvernement les plus violentes attaques anti-ouvrières) sur SYRIZA, qui s'était prononcé contre le « mémorandum ». Ce mémorandum, dicté par l'UE et le FMI, accable et affame la population laborieuse du pays. Cependant, il faut dire que SYRIZA ne se prononce ni pour rompre avec l'Union européenne ni pour le non-paiement de la dette, ni plus généralement pour un programme qui s'engage sur la voie de l'expropriation du capital.

Le refus de l'avenir de déchéance promis par le système capitaliste, c'est aussi le sens de la grève et des manifestations depuis des mois des étudiants du Québec confrontés à une brutale remise en cause du droit aux études avec l'augmentation de plus de 80 % des frais de scolarité. Les étudiants québécois ont rejeté dans les Assemblées générales l'« accord » avec le gouvernement que leur proposaient les directions syndicales. Ils se dressent aujourd'hui, avec le soutien de toute la population laborieuse contre la tentative du gouvernement du Québec d'écraser leur mouvement par une loi scélérate (loi 78) liquidant de fait le droit de grève et de manifestation. Ainsi se trouve posée la question de l'appel à la grève générale au Québec pour le retrait de cette loi comme de l'augmentation des droits d'inscription : c'est là la responsabilité des directions syndicales.

Pour une majorité PS-PCF-PG à l'Assemblée Nationale

En France, pour confirmer la défaite subie par la bourgeoisie aux présidentielles, il est nécessaire de défaire l'UMP et le Nouveau Centre, majoritaires en sièges dans l'Assemblée sortante. Mais pour la remplacer par quoi ? A la direction du PS, Peillon plaide pour une majorité élargie au MODEM, pour laquelle plaide aussi le banquier Peyrevelade, supporter de Bayrou. Or le MODEM, parti bourgeois, se prononce ouvertement pour plus de suppressions de postes dans la Fonction publique, plus de mesures anti-ouvrières. Moscovici, au nom de Hollande, s'était même prononcé pour le soutien à Bayrou dès le premier tour dans la circonscription de ce dernier, la direction du PS annonçant, elle, d'ores et déjà, son soutien éventuel au second tour. Cette même direction a décidé de laisser la place à Europe Ecologie les Verts (EELV) dans 63 circonscriptions, le Front de Gauche faisant de même dans au moins 5 circonscriptions. Quant à EELV, dont la candidate a subi une véritable raclée aux présidentielles, c'est un regroupement politique petit-bourgeois profondément étranger à l'histoire du mouvement ouvrier, parfaitement réactionnaire.

Ajoutons à cela que Hollande comme les dirigeants du PS et du PCF se sont prononcés pour la constitution d'un « front républicain » en cas de deuxième tour entre l'UMP (ou le Nouveau Centre, ou le MODEM) et le FN. Cela revient à appeler à voter pour ceux que le prolétariat a chassés aux présidentielles et dont on se souvient qu'ils rivalisaient, via Sarkozy, avec le FN dans la haine de l'immigré, du chômeur, du fonctionnaire, des syndicats.

C'est donc contre la volonté de Hollande, de la direction du PS et du PCF qu'il faut combattre pour une majorité de députés PS-PCF-PG, pour le vote pour ces seuls partis (et éventuellement au premier tour pour les candidats NPA, LO). Car de cette majorité, les travailleurs pourraient exiger la satisfaction des revendications. Ils pourraient exiger d'elle qu'elle se déclare souveraine et constitue un gouvernement de ces seuls partis, à l'exclusion de tout représentant des partis bourgeois, à l'inverse du gouvernement Ayrault-Duflot (EELV)-Pinel (Radicaux de « gauche »).

Pour l'abrogation des contre-réformes Sarkozy-Fillon et des réformes anti-ouvrières antérieures

Mais sans même attendre les législatives, c'est immédiatement qu'il faut exiger l'abrogation des contre-réformes et mesures Sarkozy-Fillon, abrogation qui est au cœur du vote populaire pour le candidat du PS Hollande :

- Abrogation des contre-réformes des retraites, et immédiatement de celle de 2010, et des régimes spéciaux de 2007
- Rétablissement des postes supprimés dans la Fonction publique, et immédiatement des 30000 postes du budget 2012
- Abrogation de la TVA sociale et rétablissement des cotisations patronales. Aucune augmentation de la CSG
- Abrogation de la loi mobilité dans la Fonction publique, de la loi Sauvadet y introduisant le recrutement sous contrats de droit privé sous forme de CDI
- Abrogation de la loi HPST contre l'Hôpital Public
- Abrogation de toutes les contre-réformes de l'Enseignement et de la recherche publics de la maternelle à l'université
- Abrogation de tout l'arsenal des contre-réformes de la justice, de la législation anti-immigrés, arrêt des expulsions d'immigrés, régularisation de tous les sans-papiers
- Abrogation de toute la législation contre le code du travail, et à ce titre de loi dite sur la « représentativité » syndicale
- Retrait immédiat des troupes d'Afghanistan et du continent africain ! Hors des DOM TOM les forces de répression de l'Etat français !

Le « dialogue social », la « conférence sociale » de juillet sont convoqués dans le cadre du maintien de l'essentiel des contre-réformes Sarkozy avec l'objectif immédiat de nouvelles attaques contre les droits et garanties arrachés par le prolétariat. Il faut combattre pour que les dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU refusent d'y participer

L'abrogation de ces contre-réformes et mesures, c'est ce que devraient exiger les directions syndicales. Or, non seulement elles ne le font pas, mais elles s'engagent dès maintenant dans le « dialogue social » avec le MEDEF et le gouvernement dans le cadre du maintien de ces contre-réformes et de leur aménagement.

C'est le cas de la concertation ouverte pour l'élaboration du décret retraite. Ce décret n'entend nullement abroger la « réforme » de 2010, rétablir le droit pour tous à la retraite à 60 ans. Il entend – et pour l'essentiel aux frais des travailleurs dont les cotisations seront augmentées – instaurer pour un nombre très limité de travailleurs (environ 100 000) la possibilité de partir à 60 ans s'ils ont commencé à travailler à 18 ans. Par avance, dirigeants CGT, FSU, FO (pour ces derniers, on voit ce que valait leur prétendue position pour le retrait de la réforme de 2010 – eux qui avalisent aujourd'hui une telle « négociation ») renoncent officiellement à tout combat pour la retraite à 60 ans pour tous, a fortiori à tout combat pour la retraite à taux plein avec 37 annuités et demie de cotisations.

Idem pour la concertation du gouvernement avec les fédérations de fonctionnaires, après que la ministre Lebranchu a annoncé le gel du point d'indice dans la Fonction publique.

Il n'en va pas autrement de la concertation ouverte cet été dans l'enseignement pour l'élaboration d'une « loi de programmation ». 13 000 des 14 000 suppressions de postes sont maintenues à la rentrée 2012. A l'exception du décret portant sur l'évaluation des enseignants, toutes les contre-réformes Sarkozy-Fillon-Chatel sont à ces étapes maintenues. Pire encore, la concertation s'ouvre sur le projet de « réforme des rythmes scolaires » qui annonce l'alourdissement de la charge de travail des enseignants par la diminution des congés, l'annualisation de leurs services.

La « conférence sociale » de juillet est convoquée sur les objectifs qu'a définis Parisot. Il faut accorder une place particulière au projet de Hollande d'instaurer un « SMIC indexé sur la croissance » au moment où justement on annonce pour la France... une croissance zéro ! Mais au-delà même de ce chiffre, accepter de discuter de l'indexation des salaires sur la croissance, c'est attacher le salaire au char de l'économie capitaliste, c'est renoncer par avance à tout combat pour les salaires, leur indexation sur les prix (l'échelle mobile des salaires), leur augmentation générale pour rattraper le pouvoir d'achat perdu depuis des années et des années.

La vérité, c'est que, pour mettre en œuvre une politique directement contraire au vote de classe du 6 mai, Hollande, le gouvernement Ayrault-Duflot-Pinel doivent plus que jamais s'appuyer sur la coopération des directions syndicales jusqu'à faire de ceux-ci des « colégislateurs » dans le cadre de la « *constitutionnalisation du dialogue social* » que veut instaurer Hollande. C'est là un projet corporatiste, visant à l'intégration des organisations syndicales transformées en rouages de l'appareil d'Etat.

**En Grèce, en France, dans toute l'Europe, la seule issue :
le combat pour le gouvernement ouvrier et le socialisme**

Il ne peut en aller autrement à partir du moment où Hollande et son gouvernement, dans le cadre du « traité sur la gouvernance économique » de l'Union européenne, s'engagent à rembourser rubis sur ongle la dette d'État aux « investisseurs institutionnels », c'est-à-dire aux banquiers, qui ont prêté. Or ce sont les mêmes banquiers qui sont la cause de la dette. Ainsi Dexia, auquel l'État a déjà versé 6 milliards d'euros, sans compter le fonds de garantie assuré conjointement avec l'État belge qui s'élève aujourd'hui à 45 milliards d'euros, somme qui devra être doublée pour atteindre un montant égal... au tiers de la dette entière de l'État grec.

La conclusion est simple : aucune mesure sérieuse visant à préserver les masses laborieuses de la misère et de la déchéance ne peut être prise si la dette n'est pas purement et simplement dénoncée, c'est-à-dire si la décision n'est pas prise de ne pas la payer. Telle est la première décision que prendrait un véritable gouvernement ouvrier pour lequel il faut combattre. Il va de soi qu'une telle décision implique la rupture avec l'Union européenne et la zone euro, la dénonciation de tous ses traités.

Bien entendu, les capitalistes réagiraient à une telle décision en organisant la fuite des capitaux, le sabotage de l'économie. C'est ce qu'ils ont largement commencé à faire en Grèce. Pour les travailleurs grecs, si l'on ne veut pas substituer la misère avec la drachme à la misère avec l'euro, un gouvernement ouvrier déciderait immédiatement l'expropriation des grandes banques, les travailleurs des banques prenant en charge le contrôle ouvrier sur tous les mouvements de capitaux. Ce même programme s'imposerait à tout gouvernement ouvrier, donc en France également.

Préserver les masses de la misère, de la déchéance, du chômage et de la précarité implique que soient mis en avant les mots d'ordre suivants :

- Contre le chômage, échelle mobile des heures de travail, partage du travail entre toutes les mains disponibles sans diminution de salaire
- Contre la vie chère, augmentation générale des salaires, échelle mobile des salaires, c'est-à-dire alignement automatique de l'augmentation des salaires sur les prix, l'augmentation des prix étant évaluée par les organisations ouvrières
- Gratuité de la santé, de l'instruction
- Droit au logement par la réquisition des milliers de logements accaparés par les capitalistes qui spéculent sur l'augmentation des prix de vente et des loyers, etc. Élaboration d'un plan de construction de logements pour répondre aux besoins des masses

Mais rien de tout cela n'est possible sans que le prolétariat ne s'empare de l'ensemble des leviers de l'économie, élabore un plan de production répondant à ses besoins. Cela suppose l'expropriation des grands groupes capitalistes, la remise en route de la production sous contrôle des travailleurs, la marche vers le socialisme.

Ce serait une mortelle illusion que de croire qu'un tel programme puisse être mis en œuvre avec la bienveillance de l'appareil d'État et de répression édifié par la bourgeoisie depuis plus de deux siècles. Un gouvernement ouvrier s'engagerait résolument dans la voie du démantèlement de l'ensemble des corps répressifs de l'appareil d'État.

Si le prolétariat doit prendre le pouvoir dans chaque pays, il n'empêche que, compte tenu de la dépendance étroite de chaque pays par rapport à la division internationale du travail, aucun pays ne peut aller vers le socialisme dans le cadre étouffant des frontières nationales. Voilà pourquoi en Europe en particulier le combat pour le socialisme inclut immédiatement le combat pour les États Unis socialistes d'Europe.

Construire le Parti Ouvrier révolutionnaire, l'Internationale Ouvrière révolutionnaire

Combattre pour un tel programme suppose d'œuvrer en France pour la constitution d'un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire, au niveau mondial pour la construction d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Tous les partis issus du mouvement ouvrier (PS, PC) ont officiellement renoncé au combat pour le socialisme. Tous expliquent qu'il n'est pas d'autre perspective pour les masses que d'accepter le maintien du mode de production capitaliste au moment même où la faillite de ce dernier se manifeste de la manière la plus éclatante. Voilà pourquoi tous se font les agents actifs des mesures qui écrasent les travailleurs. Ce sont des partis traîtres, passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois.

Les militants du Groupe regroupés autour du bulletin « *Combattre pour le Socialisme* » n'ont pas d'autre but que de contribuer à ce que se construise ce parti ouvrier révolutionnaire dont a besoin le prolétariat. Nous vous invitons à vous associer à son combat.

Le 29 mai 2012